

établies provoquèrent l'indignation dans les partis libéraux et entre les fédéralistes, à l'exception des aristocrates, qui en étaient enthousiasmés. La cour comptait sur la reconnaissance de la Hongrie, mais celle-ci répondit par un radicalisme intransigeant.

Tout cela devait pousser le gouvernement à mettre fin aux équivoques et contradictions du Diplôme. Il fallait prendre sincèrement parti pour ou contre le Diplôme. Le gouvernement l'a fait. La politique étrangère de la cour avait besoin d'un Etat centraliste, plus centraliste que ne voulaient les principes du Diplôme d'octobre. La rivalité de l'Autriche et de la Prusse devient plus aiguë, l'Etat qui veut jouer le premier rôle dans la Grande-Allemagne doit être un Etat fort et puissant, naturellement un Etat allemand. Pour l'être, l'Autriche devait adopter de nouveau le centralisme et se soucier peu de l'inquiétude des fédéralistes et du mécontentement qui provoque le Diplôme. Bien au contraire, l'application des principes proclamés dans le Diplôme d'octobre devait être faite dans le sens favorable à la politique de la cour. C'était autant de faits qui parlaient hautement contre le Diplôme. Et la Patente de février qui se présente elle-même comme la continuation, développement et interprétation du Diplôme, s'inspire de cette situation et interprète le Diplôme dans un sens nettement centraliste.